

# COMITE POUR L'UNITE - EENHEIDSCOMITE

contact: Y.Eeckman, rue G.Raeymaekersstraat 13, 1030 B - 0497/990.254 -

[yves.eeckman@skynet.be](mailto:yves.eeckman@skynet.be) Contactez-nous pour rejoindre le comite [www.comiteunite-eenheidscomite.be](http://www.comiteunite-eenheidscomite.be)

**Au Nord comme au Sud du pays, certains nous disent qu'en régionalisant les conquêtes sociales fédérales (sécu, conventions collectives, droit du travail) les conditions de vie de la population seraient améliorées.**

## ILS MENTENT !

**QUE VEUT LE PATRONAT ?** Le 10 mars 2008, les organisations patronales de tout le pays (VOKA, UWE, FEB) se réunissaient et concluaient un Pacte. *La Libre Belgique* du 11 mars résumait leurs travaux :

«Les représentants des employeurs estiment» qu'il «est nécessaire de **diminuer de 8% le coût salarial des travailleurs**. Ils demandent également une **baisse significative de l'impôt des sociétés**. Les employeurs plaident aussi pour une **limitation dans le temps des allocations de chômage** et une **annualisation du temps de travail**.»

Ainsi, du Nord au Sud du pays, les patrons sont tous d'accord pour désigner ce qui est pour eux l'ennemi : nous, les travailleurs et les allocataires sociaux dont ils veulent remettre profondément en cause les droits.

Pour nous diviser, ils racontent, au nord, que «les wallons profitent de la Flandre » et colportent, au sud, que «les flamands ont tout à gagner » dans une régionalisation des droits. Ils mentent encore et encore.

**LA PREUVE ?** Au point de départ de toute l'offensive régionaliste actuelle, il y a le Manifeste du groupe In de Warande intitulé «*Pour une Flandre indépendante en Europe* ». Qui est dans ce groupe ? Des patrons et des hauts responsables qui leur sont proches. Que disent-ils ? «*L'avantage qu'offrait la position géographique de la Flandre tend à se réduire en raison d'un glissement vers l'Est du centre de gravité de l'économie européenne et mondiale. De plus, les salaires élevés, gonflés par les charges sociales, se comparent de plus en plus difficilement avec ceux des pays émergents, et mettent en danger la compétitivité d'une industrie fortement orientée vers l'exportation. Le phénomène est encore renforcé par le niveau de bien-être acquis antérieurement qui incite les individus à réduire leurs efforts en mettant davantage en exergue leurs droits plutôt que leurs devoirs. Enfin, le vieillissement inéluctable de la population augmente le degré de dépendance et engendre des dépenses considérables.* » (résumé fait par le Crisp – courrier hebdomadaire n°1913).

## LEUR BUT : baisser nos salaires et protections sociales !

Ceux qui se font passer pour les grands défenseurs de «la Flandre» sont en réalité des défenseurs des profits des patrons, contre les travailleurs flamands. Ils sont les premiers à dénoncer les «salaires élevés», les «charges sociales» (dont la sécurité sociale), «le niveau de bien-être acquis» des travailleurs de tout le pays et de Flandre en particulier. Et ce sont ces gens là qui disent qu'ils «*aiment leur région*» !

Sur quelles bases négocient-ils en ce moment ? Au début de cette année, Guy Verhofstadt a déposé une note de travail pour les négociations sur la «réforme de l'Etat ». Cette note recommande d'appliquer en Belgique les critères de convergence utilisés dans l'Union européenne. Ils conduiraient à mettre les trois régions

(Flandre, Wallonie, Bruxelles) en concurrence pour faire baisser les conquêtes sociales. Dans une interview (*l'Echo* du 2 juin 2007), Verhofstadt s'expliquait déjà sur son idée de «cadre de convergences». Il y affirmait que la politique «d'activation» des chômeurs mène nécessairement à la limitation dans le temps des allocations de chômage. Sur les salaires, il déclarait que «*les salaires pourront varier entre les Régions, mais dans le cadre fédéral. Sinon les PME flamandes seront étranglées*». **Il s'agit donc de pousser les salaires à la baisse en Wallonie tout en interdisant leur hausse en Flandre** où le chômage est moins élevé. De cette manière, les travailleurs du Nord et du Sud seraient mis en concurrence.

**Alors que nous sommes tous mobilisés pour la défense de notre pouvoir d'achat, ceux qui veulent régionaliser nos droits sociaux n'ont qu'un seul but : diminuer encore nos salaires, nos allocations sociales.**

**UNITE DES TRAVAILLEURS DE TOUT LE PAYS, AVEC LEURS SYNDICATS, POUR LE MAINTIEN DU CARACTERE FEDERAL DE LA SECURITE SOCIALE, DU DROIT DU TRAVAIL ET DES CONVENTIONS COLLECTIVES**